

SINGAPOUR : FICHE PAYS – JUILLET 2025



Catégorie OCDE (2025) : 0/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : AAA / Aaa / AAA

Change : Dollar singapourien / Régime de change stabilisé (arrimé à un panier des devises)

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

FORCES

- Secteurs à forte valeur ajoutée
- Place financière de renommée internationale
- Stabilité politique et environnement des affaires favorable
- Place privilégiée pour les IDE

FAIBLESSES

- Forte dépendance à la demande étrangère
- Vulnérabilité au ralentissement de l'économie chinoise
- Loyers et coûts opérationnels élevés
- Manque de main-d'œuvre qualifiée

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : En 2024, la croissance a atteint +4,4 % (après +1,8% en 2023), portée par le dynamisme du secteur manufacturier (demande de semi-conducteurs en particulier). En 2025, la croissance est attendue plus modérée, entre +1,7 % et +2,6 %, en lien avec le ralentissement du commerce international, et notamment de la demande de ses principaux partenaires commerciaux (Chine, Malaisie...). Les PME, essentielles à la transformation de Singapour en *Smart Nation*, bénéficient d'initiatives gouvernementales pour renforcer leur cybersécurité et saisir les opportunités numériques.
- Vulnérabilité des comptes publics : En 2024, Singapour a enregistré un excédent budgétaire de +0,9 % du PIB grâce au rebond de l'activité et aux retombées des mesures fiscales (hausse des taxes sur les biens et services, introduite précédemment). Le budget 2025 prévoit un nouvel excédent budgétaire malgré l'introduction de mesures pour atténuer l'inflation (transferts financiers de l'Etat à la population). La dette publique atteint 174 % du PIB mais n'est pas source de risques. Elle correspond à des obligations émises pour placer l'épargne publique via les fonds souverains GIC et Temasek. Singapour suit en effet une règle budgétaire stricte qui interdit le recours à l'emprunt pour couvrir ses dépenses publiques.
- Vulnérabilité extérieure : Singapour maintient un excédent courant en 2024 (+17,5 % du PIB) grâce aux exportations de services. En 2025, le solde courant resterait excédentaire, malgré l'impact potentiel des droits de douane américains sur les exportations du pays (baisse de la demande). Le dollar Singapourien devrait par ailleurs rester stable par rapport au dollar américain.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le secteur bancaire demeure solide mais est sensible à l'évolution du marché immobilier local (qui représente environ 19% des prêts accordés et 28 % des prêts accordés aux résidents en 2024).

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Singapour jouit d'une forte stabilité politique malgré l'émergence de préoccupations socio-économiques de la part des jeunes. Sur le plan international, le pays renforce ses partenariats économiques tout en maintenant une position neutre face aux tensions géopolitiques.
- Climat des affaires : Singapour reste très attractif pour les entreprises grâce à ses incitations fiscales et son positionnement stratégique, malgré des défis liés à la cybersécurité, aux coûts élevés, et aux restrictions sur la main-d'œuvre étrangère.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : Singapour vise la neutralité carbone à horizon 2050 et a mis en place une taxe carbone dont le prix de la tonne de CO₂ augmente régulièrement. A noter toutefois que le mix électrique du pays dépend encore majoritairement des sources fossiles, du gaz naturel en particulier.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	13,7%	1 Chine	13,5%
2 Hong Kong, Chine	11,7%	2 Taïwan	12,2%
3 Malaisie	9,6%	3 Malaisie	12,2%
4 Etats-Unis	9,3%	4 Etats-Unis	11,2%
23 France	1,0%	8 France	2,9%

Sources : ITC

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises entre 2020 et 2024 (% du total)

Exportations		Importations	
Machines, appareils élect.	35,2%	Machines, appareils élect.	32,4%
Machines, appareils mécan.	15,8%	Combustibles	19,1%
Combustibles	10,9%	Machines, appareils mécan.	15,6%
Autres produits	6,3%	Métaux précieux	5,6%
Appareils d'optique	5,0%	Appareils d'optique	3,4%

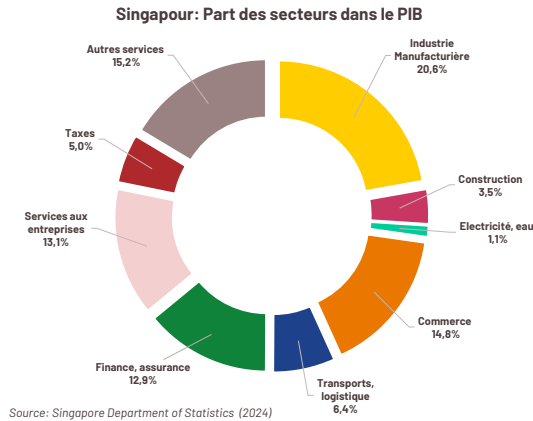
Sources : ITC



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

SINGAPOUR	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	437	509	505	547	565	586
Rang PIB mondial	32	34	32	32	32	33
Population (Mns)	5,5	5,6	5,9	6,0	6,1	6,1
Rang Population mondiale	112	110	108	107	106	106
PIB / habitant (USD)	80 050	90 299	85 407	90 672	92 936	95 727
Croissance PIB (%)	9,8	4,1	1,8	4,4	2,0	1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,3	6,1	4,8	2,4	1,3	1,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dette publique (% PIB)	141,7	154,3	172,8	174,3	174,9	175,6
Solde public (% PIB) ^d	0,3	0,2	-0,4	0,9	0,9	0,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	0,4	0,4	0,4	NA	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)	19,8%	18,4%	17,7%	17,5%	17,2%	17,0%
IDE (% du PIB)	16,7%	17,5%	18,5%	17,7%	17,3%	16,5%
Réserves (en mois d'importation B&S)	12,2	8,3	9,5	10,0	9,8	11,8
Dette extérieure totale (% PIB)	325%	425%	525%	625%	725%	825%
Dette extérieure CT (% PIB)	432,5%	388,4%	415,9%	398,1%	353,2%	340,8%
Taux de change	1,3517	1,3446	1,3186	1,3603	NA	NA
SYSTÈME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés	17,7	17,1	17,3	18,0	NA	NA
Taux de NPL ^{***}	NA	1,9	1,7	1,5	NA	NA
ROE ^d	13,9	9,7	11,4	NA	NA	NA
ROA ^d	5,9	4,4	5,4	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	18	15	15	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	19	20	17	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	60	75	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI; *Banque Mondiale; **Oxford Economics; ***Monetary Authority of Singapore; a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch, d : Singapore Department of Statistics





1. SITUATION ECONOMIQUE

• Croissance plus modérée en 2025

En 2024, la croissance a nettement augmenté à +4,4% (après +1,8 % en 2023), tiré en particulier par le dynamisme du secteur manufacturier, en lien avec la reprise de la demande mondiale en semi-conducteurs¹. Singapour est en effet un pays très ouvert (les exportations représentent 174% du PIB en 2023) et sa croissance dépend en grande partie de son commerce externe (des exportations de produits électroniques notamment, dont la plupart sont composés des semi-conducteurs)². La construction, soutenue par de nombreux projets gouvernementaux, ainsi que les services ont aussi contribué au dynamisme de l'activité.

Pour 2025, les perspectives de croissance sont plus modérées, comprises entre +1,7 % et +2,6 %³, en raison du ralentissement prévu du commerce mondial. Bien que Singapour soit relativement épargné par les droits de douane « réciproques » américain (seul le tarif minimum de 10% y est appliqué) et que ses deux principaux produits d'exportations (pharmaceutiques et semi-conducteurs) à destination des Etats-Unis⁴ en soient exemptés pour l'instant⁵, le ralentissement prévu de l'activité américaine et chinoise (1^{er} client du pays) freinerait la demande pour les biens et services de Singapour.

Malgré le dynamisme de l'activité manufacturière au T1 2025 (+4,3% par rapport au T1 2024), la confiance du secteur manufacturier a diminué en prévision des hausses de tarifs douaniers américains (Cf. graphique ci-dessous). Toutefois, l'indice PMI manufacturier est remonté en mai et juin pour s'établir autour du seuil d'expansion.

Evolution du PMI manufacturier



Sources : S&P, LSEG Datastream

¹ La demande mondiale en semi-conducteurs repart à la hausse depuis fin 2023, après une phase de correction due à la suraccumulation de stocks et à un ralentissement de la demande. Le rebond en 2024 est tiré par l'essor de l'intelligence artificielle, des véhicules électriques et des data centers.

² Les exportations de produits électroniques représentent près de 35% des exportations moyennes du pays sur la période 2020 à 2024. [Le secteur des semi-conducteurs](#) représenterait environ 6% du PIB du pays et plus de 35.000 emplois.

Côté demande intérieure, les dépenses publiques (services publics, subventions aux entreprises et ménages), ainsi que l'investissement privé, favorisé par l'assouplissement de la politique monétaire soutiendraient l'activité. La consommation des ménages bénéficierait également de la diminution prévue de l'inflation.

• Diminution des pressions inflationnistes

L'inflation à Singapour devrait continuer à diminuer, prévue en moyenne à +1,3% en 2025 (après +2,4% en 2024), notamment en raison de la baisse des prix du pétrole et alimentaires. L'augmentation des subventions gouvernementales aux services essentiels (santé publique, éducation préscolaire, transports publics) continuera également de freiner l'inflation des services. La force relative du dollar singapourien aidera également à limiter les pressions inflationnistes importées.

Dans ce contexte de ralentissement de l'inflation et de modération de la croissance, la banque centrale a réduit la pente de la bande de fluctuation du dollar singapourien, assouplissant ainsi sa politique monétaire (Cf. Partie 3).

• Un secteur bancaire résilient

Le niveau des prêts non performants (NPL) est légèrement en baisse depuis quelques années (1,9 % en 2022 contre 1,5 % en 2024) et les banques singapouriennes bénéficient d'un ratio CAR de 18 % en 2024 bien au-dessus du seuil minimum fixé par les accords de Bâle III.

L'immobilier résidentiel représente une part importante des encours de crédit, ce qui rend le secteur sensible à l'évolution du marché immobilier local⁶.

• Des défis de long terme pour l'économie

Le FMI prévoit une croissance annuelle moyenne de +2,2 % entre 2025 et 2029. La consommation privée devrait augmenter de 3,5 % par an en moyenne selon EIU, soit un rythme inférieur à celui observé en moyenne historique pré pandémie. Le secteur des services, y compris le commerce de gros et les services financiers, restera le principal contributeur au PIB.

Singapour fait face à un manque de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les secteurs techniques et numériques. Cela s'explique par le vieillissement

³ Selon le FMI, Fitch et EIU.

⁴ Les Etats-Unis sont le 4^{ème} client à l'export de Singapour (soit un peu plus de 9% du total des exportations du pays).

⁵ Trump a évoqué des droits de douane de 200 % sur les produits pharmaceutiques, avec une période de transition d'environ un an à un an et demi avant leur mise en œuvre. Cependant, rien n'a été confirmé pour l'instant.

⁶ Le marché immobilier local représente environ 19% des prêts accordés et environ 28 % des prêts accordés aux résidents en 2024.



démographique, les restrictions migratoires et l'évolution rapide des compétences requises. Des programmes comme SkillsFuture ou l'AI Apprenticeship Programme visent à y répondre par la formation et la reconversion.

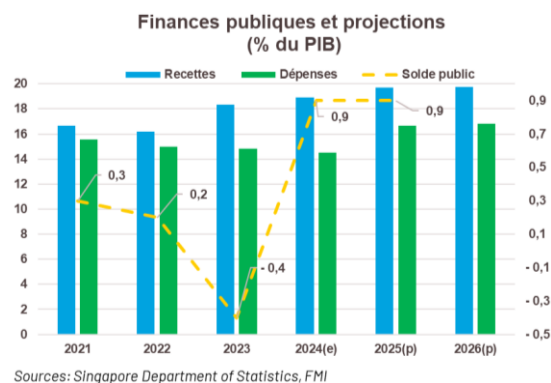
Les PME, qui emploient 71 % de la main-d'œuvre sont au cœur de la stratégie de développement à long terme du pays. Elles jouent un rôle central dans la transformation numérique de Singapour, qui cherche à devenir une Smart Nation. Cette stratégie, relancée en 2024 à travers Smart Nation 2.0, vise à renforcer la cybersécurité, promouvoir l'adoption de technologies comme l'intelligence artificielle, et favoriser l'inclusion numérique. Dans ce contexte, les PME font face à des cybermenaces croissantes⁷. Pour soutenir les PME, le gouvernement a lancé des initiatives comme le SMEs Go Digital Programme qui offrent des solutions adaptées pour renforcer la cybersécurité, développent les compétences et aident les PME à saisir les opportunités de l'économie numérique.

2. FINANCES PUBLIQUES

- Un solde budgétaire excédentaire

En 2024, Singapour a enregistré un excédent budgétaire de +0,9 % du PIB (après -0,4% du PIB en 2023), favorisé par l'accélération de l'activité économique et les mesures fiscales introduites en 2022, telles que la hausse de la taxe sur les biens et services (GST) et du taux d'imposition sur le revenu et les biens immobiliers. Ces mesures ont permis de compenser l'augmentation des dépenses publiques, notamment celles liées aux infrastructures et au soutien des ménages face à la hausse du coût de la vie (subventions).

Le budget 2025 vise à maintenir cette trajectoire avec un nouvel excédent prévu à +0,9 % du PIB. Il inclut des mesures à court terme pour atténuer les pressions inflationnistes (aides financières directes), ainsi que des investissements à long terme pour renforcer la compétitivité économique et répondre aux défis structurels (vieillesse démographique et risques climatiques). Les dépenses sociales, notamment en matière de santé pour une population vieillissante, devraient représenter une part croissante des dépenses gouvernementales dans les années à venir.



Concernant la dette publique, elle atteint 174 % du PIB mais n'est pas source de risques. La dette correspond surtout à des obligations émises pour placer l'épargne publique via les fonds souverains GIC et Temasek⁸, et non pour financer les dépenses courantes. Singapour suit en effet une règle budgétaire stricte qui interdit le recours à l'emprunt pour couvrir ses dépenses.

3. POSITION EXTÉRIEURE

- Un solde courant excédentaire

Le solde courant est très largement excédentaire, à 17,5 % du PIB en 2024 (après 17,7 % en 2023), tiré principalement par le dynamisme des exportations nettes de services (services financiers et transports) qui affichent un excédent à 8,1% du PIB en 2024. Les exportations de biens ont en revanche augmenté à un rythme plus lent que les importations, soit de +4,2 % en 2024 (contre +8,1 % pour les importations), entraînant ainsi une diminution de l'excédent commercial en biens, qui reste toutefois très élevé (de 31 % du PIB en 2023 à 27 % en 2024).

Le secteur de l'électronique, les semi-conducteurs en particulier, représentent 22,6 % des exportations non pétrolières du pays, selon la BAD. Singapour reste ainsi vulnérable aux fluctuations de la demande mondiale et à la pression à la baisse sur les prix des puces, liée à l'expansion rapide des capacités de production à l'échelle internationale. Pour se diversifier, le pays investit dans les technologies vertes et les sciences biomédicales. A noter par ailleurs que **le pays dispose d'une activité de transformation du pétrole** : le pétrole importé est raffiné et transformé avant d'être réexporté (environ 11% des exportations moyennes du pays). **Pour 2025, le solde courant resterait nettement excédentaire**, prévu autour de 17,2 % du PIB, selon les prévisions du FMI.

⁷ En 2023, plus de 130 incidents de *ransomware* (logiciel malveillant qui chiffre les données d'un système et exige une rançon pour les débloquent) ont touché Singapour, dont la moitié concernait des PME selon Singapore Cyber Landscape 2023. Ce niveau de menace est particulièrement élevé, dans la mesure où 84 % des organisations

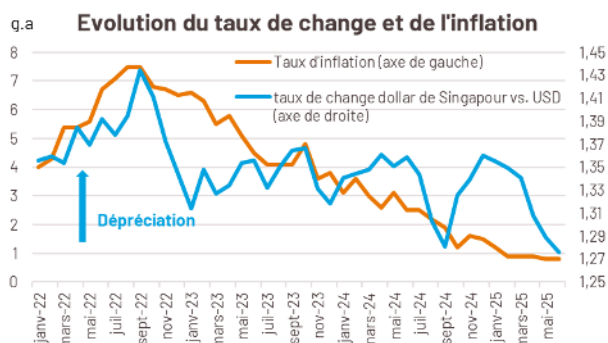
sondées à Singapour déclarent avoir subi une attaque, soit le taux le plus élevé au monde selon le rapport Sophos 2023, nettement supérieur à la moyenne régionale (60 % environ).

⁸ Ils gèrent respectivement 847 Md USD et 324 Md USD d'actifs sous gestion.



- **Vers une stabilisation du dollar singapourien**

Le dollar de Singapour (SGD) est arrimé à un panier de devises (non divulgué). L'Autorité monétaire de Singapour (MAS) surveille la valeur du SGD et se réserve le droit d'intervenir dans une bande cible (non communiquée). Le pays peut ainsi modifier la plage de variation de sa devise afin de contenir l'inflation importée.



Sources : Monetary Authority of Singapore, Department of statistics of Singapore

En 2024, la banque centrale a maintenu une orientation légèrement appréciative du SGD pour contenir l'inflation importée. Début 2025, face au ralentissement de l'inflation domestique et à l'incertitude sur la politique monétaire américaine, la MAS a réduit la pente d'appréciation de la bande, une première depuis 2020. Bien que le SGD ait commencé à s'apprécier par rapport au dollar américain (USD) après l'annonce des droits de douane « réciproques » des États-Unis le 2 avril, le SGD devrait rester globalement stable par rapport au dollar américain en 2025. Un maintien de taux aux États-Unis limiterait l'appréciation du SGD, tandis qu'un cycle de baisse favoriserait une appréciation de la devise.

4. ASPECTS POLITIQUES

- **Stabilité politique**

Le paysage politique de Singapour reste très stable, dominé depuis l'indépendance en 1965 par le Parti d'action populaire (PAP). En mai 2025, le PAP a remporté une 14^{ème} victoire consécutive aux élections législatives, obtenant 87 des 97 sièges parlementaires, renforçant ainsi le mandat de Lawrence Wong, devenu Premier ministre en mai 2024 après la retraite de Lee Hsien Loong. La baisse progressive du score du PAP aux élections (passé de près de 70 % des voix en 2015 à 65,6 % en 2025) témoigne cependant d'une volonté de changement politique croissante, notamment de la part des jeunes générations préoccupées par des enjeux socio-économiques (logement, coût de la vie, inégalités) et une demande accrue de pluralisme politique.

Sur le plan des relations internationale, Singapour cherche à maintenir un équilibre entre ses relations avec les États-Unis et la Chine. Cette position de neutralité est de plus en plus difficile à tenir dans un contexte de tensions géopolitiques mondiales grandissantes.

Singapour reste fortement engagé dans le multilatéralisme et la promotion du commerce international. Il joue un rôle actif au sein de l'ASEAN et a signé plusieurs accords de libre-échange majeurs, dont le Partenariat économique régional global (RCEP) et le Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership (CPTPP).

Le pays a également conclu des accords bilatéraux avec l'Union européenne (en 2019), les États-Unis, la Chine et l'Australie. Un accord sur le commerce numérique avec l'UE a été signé en mai 2025.

À l'échelle régionale, Singapour renforce aussi sa coopération économique avec la Malaisie à travers la zone économique spéciale Johor-Singapour.

- **Le climat des affaires pourrait se dégrader**

Selon EIU, Singapour a l'environnement d'affaires le plus favorable aux entreprises⁹. Avec un PIB par habitant élevé, son statut de hub financier et technologique, ainsi que ses infrastructures de qualité, le pays est attractif pour les investissements étrangers. Il séduit également par ses incitations fiscales et subventions pour les technologies vertes et numériques.

Les loyers élevés, les coûts opérationnels et les restrictions sur la main-d'œuvre étrangère pèsent cependant sur le climat des affaires. Les entreprises et les citoyens sont régulièrement exposés aux cyberattaques et aux escroqueries, auxquelles ils ne sont pas encore bien préparés (Cf. partie 1). A noter par ailleurs que l'adoption du taux d'imposition minimal de 15 % de l'OCDE en 2025 pourrait cependant réduire l'attractivité fiscale de Singapour pour les grandes multinationales.

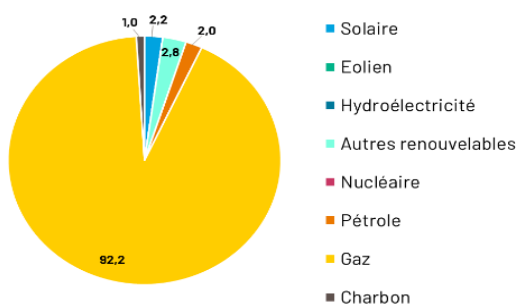
5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Singapour est exposé aux risques physiques liés au changement climatique, notamment à la montée du niveau de la mer et aux épisodes de chaleur extrême, en raison de sa faible altitude et de son climat équatorial. Le pays dispose en revanche d'une capacité d'adaptation plutôt importante.

⁹ Selon le classement d'EIU portant sur 82 économies sur la période 2025-2029.



Singapour : production d'électricité par sources, en % (2024=59,61 TWh)



Source : Ember, 2025

Le pays s'est engagé à atteindre la neutralité carbone à horizon 2050 et a augmenté le prix de la tonne de CO₂ dans le cadre de sa taxe carbone en 2024 qui s'applique aux plus gros émetteurs. Celle-ci est passée de 5 SGD/tCO₂e à 25 SGD/tCO₂e, avec une trajectoire annoncée vers 45 SGD en 2026-2027, puis 50 à 80 SGD d'ici 2030. A noter toutefois que le mix électrique du pays dépend encore majoritairement des sources fossiles, du gaz naturel pour sa production d'électricité (cf. graphique).



DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary	Chef Economiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
Sabrina El Kasmi	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
Adriana Meyer	<i>Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
Victor Lequillier	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr
Rita Bejjani	<i>Economiste stagiaire</i>	rita.bejjani@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
Thomas Laboureau	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.